



par Guy Gaudreau

Guy Gaudreau, professeur titulaire de l'Université Laurentienne, compte plusieurs champs d'intérêt, ayant publié en histoire forestière, minière, urbaine, littéraire et en histoire des sciences. Avec sa conjointe Micheline Tremblay, il s'intéresse, depuis plus de 25 ans, au journaliste et romancier Harry Bernard.

Gaétan Gervais, mon collègue au Département d'histoire

Embauché en 1987 au Département d'histoire de l'Université Laurentienne, j'apprends, une fois rendu sur place, que je remplace Gaétan Gervais tout juste muté à Toronto dans le cadre d'un prêt de service. À mon arrivée, je connais un peu l'historien, car mon directeur de thèse de doctorat, Normand Séguin, a étudié avec lui à l'Université d'Ottawa. Je sais seulement qu'il a rédigé une solide thèse sur les chemins de fer québécois.

Parce qu'il travaille quelques années à Toronto sans abandonner son poste, j'obtiens une série de contrats à durée limitée. Son retour à la Laurentienne, à l'hiver 1991, a comme conséquence mon non-renouvellement. À l'été 1991, je quitte donc la Laurentienne pour le Collège de Saint-Boniface. C'est seulement à mon retour à Sudbury, l'année suivante, que nous deviendrons véritablement des collègues, nous partageant les cours d'histoire canadienne et ce, pendant 16 ans.



Gaétan Gervais, en bas à droite, lors de la fête de retraite du collègue Carl Wallace (assis à sa droite) en 1998.

Nos premières années

Notre première collaboration prend naissance lorsqu'il accepte, à l'automne 1992, de rédiger la préface d'un ouvrage que je dirige avec mes étudiants sur l'histoire du Centre des jeunes de Sudbury en dressant l'itinéraire du père Regimbald, le fondateur et l'âme dirigeante du Centre¹. Compte tenu de la clientèle étudiante fort restreinte, il n'était pas

1. Gaétan Gervais, « Préface » de l'ouvrage *Du Centre des jeunes au Carrefour francophone, 1951-1990*, Guy Gaudreau (dir.), Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, document n° 90, 1992, p. 5-10.

facile, lui et moi, de ne pas empiéter sur le terrain de l'autre. Or, l'histoire franco-ontarienne relevait clairement de son champ de compétence. Si je m'aventurais ici sur son terrain, c'est seulement pour m'engager dans la communauté et permettre à mes étudiants et étudiantes de devenir des auteurs, comme je l'avais fait plus tôt avec l'histoire du Théâtre du Nouvel-Ontario. Mal à l'aise avec l'histoire franco-ontarienne, je lui ai laissé volontiers ce champ d'expertise pour m'intéresser, dans ma pratique de recherche, au Nord ontarien, à ses forêts puis à ses mines. Moi qui venais d'Abitibi, ce choix s'est imposé aisément.

Ayant du succès auprès de la clientèle étudiante, je me suis demandé s'il en avait éprouvé quelques frustrations, lui qui, avant mon arrivée, occupait seul tout le champ de l'histoire canadienne? Mais rien ne me permet de penser que ce fut le cas.

Quand j'accepte de collaborer avec Dyane Adam, en quelque sorte sa successeur dans la gestion des programmes en français en 1988, j'ai souvent pensé que cela l'avait titillé, car Dyane tirait sa légitimité du vice-recteur qui l'avait nommée plutôt que de l'Assemblée des professeurs francophones dont Gaétan Gervais avait été, dans les années 1980, le bras dirigeant. Acceptant cette collaboration, j'avais en quelque sorte cautionné une nouvelle légitimité



Gaétan Gervais à son bureau de directeur du Département d'histoire.

dans la gestion de la francophonie laurentienne. M'impliquant, dans les années 1990, au nouveau Regroupement des professeurs francophones – dont j'ignore à l'époque les origines militantes –, je me contente naïvement de promouvoir les activités sociales de l'organisme, en organisant quelques réunions pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux professeurs francophones embauchés sur le campus.

Il ne m'en a pas trop tenu rigueur, car il accepta un jour une invitation du Regroupement que je lui avais adressée afin qu'il présente le projet d'une université franco-ontarienne. Sa présentation avait été particulièrement bien accueillie par la cinquantaine de professeurs venus l'entendre.

L'autonomie des programmes en français

Progressivement, on devint davantage complices. Il me prodigua de nombreux conseils de nature politique, car il connaissait parfaitement les rouages administratifs. Quand l'université a souhaité accorder, au milieu des années 1990, plus d'autonomie aux programmes en français, il fut un partisan de la tenue de réunions séparées pour les francophones du département. C'est ainsi que se tient, en janvier 1997, la première d'une série de rencontres qui ont permis de réfléchir sur les composantes du programme d'histoire qui n'avaient plus à être la copie francophone d'un programme conçu d'abord pour les anglophones.

Il proposa également une mesure que j'ai particulièrement appréciée, soit celle de discuter des prochains cours offerts, non plus en entretien privé avec le directeur du département, comme cela s'était toujours fait, mais entre nous, de manière à d'abord identifier ensemble les cours proposés, leur calendrier et leur séquence, de manière à maintenir le programme, puis de décider ensemble qui allait les donner et selon quelle alternance d'une année à l'autre. En somme, une formule simple mais équitable à la Gervais!

Élu l'année suivante, pour la première et seule fois, directeur du Département d'histoire pour un mandat de trois ans (1998-2001), Gaétan Gervais va permettre la consolidation de cette autonomie du programme d'histoire en français en encourageant l'adoption de cours spécifiques à nos besoins. Il m'avait raconté à quel point il lui avait été difficile, à la fin des années 1970, de faire admettre l'utilité de cours en histoire

nord-ontarienne et, à plus forte raison, en histoire *franco-ontarienne*. Longtemps, mes collègues anglophones avaient cru inutile « l'histoire locale » parce qu'elle coïncidait en tout point avec l'histoire canadienne embrassée d'un océan à l'autre. La montée des sensibilités régionales un peu partout au Canada – et non seulement au Québec – avait fini par leur faire entendre raison.

C'est au cours de son mandat de directeur que je me rends compte, pour la première fois, des symptômes de sa maladie de Parkinson. Gaétan Gervais s'arrangeait pour ne pas avoir à signer trop de documents devant témoins, car sa signature était devenue chancelante. Quand on ajoute cette maladie à l'accident vasculaire cérébral qu'il avait subi en 1984 tandis qu'il militait pour l'avancement des programmes en français à la Laurentienne, l'homme était déjà physiquement atteint.

Le drapeau franco-ontarien

J'ignorais depuis longtemps qu'on lui devait, avec Michel Dupuis, le drapeau franco-ontarien. Gaétan Gervais était du genre humble et discret. Il ne cherchait pas les feux de la rampe. Quand l'ACFO du Grand Sudbury souhaite souligner le 30^e anniversaire du drapeau en 2005, il se dit prêt à collaborer au projet, mais refuse catégoriquement d'y être associé directement, se considérant juge et partie. J'accepte le défi, le sachant disposé à collaborer. C'est dans ce contexte qu'il apporte à son bureau un des deux seuls exemplaires originaux du drapeau pour me le montrer (l'autre est la propriété de M^{me} Jacline England, qui avait cousu les drapeaux en 1975). Je me souviendrai toujours de ce jour,



Gaétan Gervais avec son drapeau franco-ontarien en septembre 2005.

d'autant plus qu'il accepta qu'on épingle le drapeau sur un mur et que je les prenne tous les deux en photo... pour la postérité avais-je dit!

Approché en 2008 par mon collègue Matt Bray, qui dirige l'équipe chargée de rédiger l'histoire de l'Université Laurentienne, Gaétan Gervais, de plus en plus affligé par la maladie, refuse de s'engager. Et c'est ainsi que j'hérite en quelque sorte des questions qu'il devait aborder dans ce livre. Puisque j'avais exigé en contrepartie qu'il soit le premier à commenter mes ébauches, j'ai profité, une fois encore, de ses judicieux commentaires à l'automne 2008, soit juste avant nos retraites respectives.

En dépit de ses batailles, parfois gagnées, parfois perdues, afin de promouvoir nos droits auprès des anglophones majoritaires et en situation de pouvoir à l'Université Laurentienne, il a tenu à ce que je nuance mes propos introductifs.

C'est à lui que je dois ce passage – et je terminerai là-dessus – qui en dit beaucoup sur l'homme :

« [U]n des principes fondamentaux du fonctionnement universitaire demeure la liberté académique, indissociable de la liberté d'opinion. Cette liberté autorise et même favorise la dissidence et la contestation. Dans le monde occidental, l'université demeure sans doute l'institution la plus tolérante face à la dissidence. Et la Laurentienne peut être fière de sa conduite à ce chapitre². »

2 Guy Gaudreau, « Les années 1960 à 1971 : un optimisme démenti », dans Matt Bray (dir.), *L'Université Laurentienne. Une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 215.